

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 30 (2024)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : premières estimations de croissance, à 5,8% au T2-2024.
- ❖ Cambodge : hausse du tourisme de 22,7% en g.a. au S1-2024.
- ❖ Indonésie : le ministre de la défense Prabowo Subianto reçu à l'Élysée.

LE CHIFFRE À RETENIR

12,7 Mds

Valeur, en USD, des nouveaux projets d'investissement en Thaïlande au S1-2024 (+35,0%)

Région

57^e réunion des ministres de l'ASEAN au Laos : l'instabilité régionale au cœur des discussions

Le Laos, qui assure en 2024 la présidence de l'ASEAN, accueille cette semaine les réunions entre ministres de la région, avec pour thématiques principales : le conflit en Birmanie et les tensions en Mer de Chine méridionale. Une table ronde informelle doit se tenir entre l'Indonésie (qui a présidé l'ASEAN l'an dernier), la Malaisie (qui prendra la suite l'an prochain) et le Laos, tout spécialement pour s'entretenir de la situation en Birmanie. Elaboré en 2023, ce modèle d'échange tripartite, ou « Troïka », parvient difficilement à négocier avec la junte birmane l'application effective du « consensus en cinq points » ; pourtant accepté en 2021 par l'ensemble des membres de l'ASEAN, dont la Birmanie. Ce consensus prévoyait notamment : l'arrêt immédiat des violences ; le dialogue entre toutes les parties ; la nomination d'un envoyé spécial ; le déploiement d'une aide humanitaire de l'ASEAN ; et la visite de l'envoyé spécial en Birmanie. En trois ans de conflit, près de 3 millions de personnes ont été déplacées. L'influence chinoise en mer de Chine méridionale est l'autre grand sujet de ces réunions. Les relations sino-philippines ne cessent de se détériorer, incitant les membres de l'ASEAN à reprendre activement les discussions sur le code de conduite maritime, dont l'achèvement est prévu pour 2026.

Blinken en visite officielle dans 4 pays de l'ASEAN

Le secrétaire d'État américain Antony Blinken entamera une tournée de 10 jours dans six pays asiatiques, dont 4 pays de l'ASEAN : Laos, Vietnam, Philippines et Singapour. Ce déplacement vise à réaffirmer l'engagement et l'influence des États-Unis dans la région. Au Laos, A. Blinken rencontrera le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yi, en marge de la réunion des ministres de l'ASEAN et du Forum régional de l'ASEAN (ARF). La visite du secrétaire d'État au Vietnam était prévue à l'occasion des funérailles de Nguyen Phu Trong, ancien secrétaire général du Parti Communiste. Par analogie avec les élections présidentielles américaines, le secrétaire d'État adjoint Kurt Campbell a décrit le Vietnam comme un « swing State » de l'Indopacifique dans la rivalité sino-américaine. Aux Philippines, outre les intérêts sécuritaires en Mer de Chine méridionale, cette visite permettra de définir l'agenda de coopération économique bilatérale à venir. Enfin, à Singapour, A. Blinken coprésidera la deuxième édition du dialogue entre les États-Unis et la cité-État sur les technologies critiques et émergentes.

Indonésie

L'Indonésie se dote d'un dispositif de « visa doré » pour attirer davantage d'investissements

Le Président Joko Widodo a annoncé jeudi 25 juillet la mise en place d'un dispositif de « visa doré » pour attirer davantage d'investissements en Indonésie. Encadré par les règlements n°22/2023 du ministère du droit et n°82/2023 du ministère des finances, ce dispositif permet à un investisseur d'obtenir un visa valable 5 ans, voire 10 ans, en fonction de la valeur des investissements réalisés dans le pays. La création d'une société, nécessitant un investissement de 2,5 M USD ou la réalisation de placements financiers pour 350 000 USD, permet l'obtention d'un visa de 5 ans pour un investisseur individuel. Ces seuils sont de 5 M USD et 700 000 USD pour un visa de 10 ans. Un investissement réalisé par une personne morale ou à destination de la nouvelle capitale est également soumis à des seuils plus élevés.

Le Président de la République Emmanuel Macron a reçu le ministre de la défense Prabowo Subianto à l'Élysée

Le Président de la République s'est entretenu avec le ministre de la défense indonésien et président-élu Prabowo Subianto le 24 juillet au Palais de l'Élysée. Les deux dirigeants ont réaffirmé leur volonté de développer de nouveaux projets dans les domaines de la sécurité et de la défense et d'étendre progressivement ce partenariat stratégique aux secteurs du développement urbain et de la transition énergétique, ainsi que de développer la mobilité étudiante et les échanges culturels.

Malaisie

Premières estimations de croissance à 5,8% au T2-2024

Selon les premières estimations du Département des statistiques malaisien (DOSM), la croissance du PIB malaisien s'est renforcée à 5,8% en g.a. au 2^{ème} trimestre (après 4,2% en g.a. au T1). Elle a été portée par l'ensemble des secteurs, et en premier lieu par les services (59,2% du PIB) avec une hausse de 5,6% en g.a., et par les industries manufacturières (23,3% du PIB) en nette amélioration (+4,7% contre +1,9% au T1, en g.a.). La croissance bénéficie également du dynamisme du secteur de la construction (4,0% du PIB ; +17,2% en g.a.) lié notamment au développement de projets dans la future zone économique spéciale Johor-Singapour et de la construction de centres de données. L'agriculture (6,3% du PIB) connaît également une accélération (+7,1% contre +1,6% au T1, en g.a.) tandis que les industries extractives (6,0% du PIB) enregistrent une croissance plus faible qu'au trimestre précédent (+3,3% après +5,7%, en g.a.). La croissance malaisienne s'établirait ainsi à 5,0% pour le 1^{er} semestre, en g.a.

Stabilisation à 2% de l'inflation en juin

La valeur de l'indice des prix à la consommation a augmenté de 2% en juin en g.a., au même niveau que le mois précédent. Les principales hausses de prix concernent le secteur de la restauration et des services d'hébergement (+3,3% en g.a.) ainsi que la catégorie logement, électricité, eau et gaz (+3,2% en g.a.). Les prix sont restés quasi stables pour l'habillement, les assurances et les services financiers (-0,1% en g.a.). L'inflation a été plus marquée dans les Etats fédérés de Penang (+3,3% en g.a.), Sarawak (+2,7% en g.a.), Pahang (+2,7% en g.a.) et Selangor (+2,4% en g.a.). L'inflation sous-jacente se maintient quant à elle à 1,9% en g.a., comme au mois de mai.

Inauguration de la première usine de production de méthanol au Sarawak

Le Premier ministre du Sarawak, Datuk Patinggi Tan Sri Abang Johari Tun Openg, a inauguré la première usine de production de méthanol de cet Etat fédéré situé sur la partie nord de l'île de Bornéo, qui comprend 54% des réserves gazières du pays. D'une capacité de 1,75 Mt/an, le Sarawak Methanol Complex commercialisera sa production via la compagnie pétrolière nationale Petronas, à des clients asiatiques et européens, avant d'alimenter d'autres unités pétrochimiques qui devraient voir le jour d'ici 2030. Propriété de l'Etat de Sarawak, via la société Petchem créée en 2017, cette installation a été construite sous la supervision de Samsung Engineering et utilise un procédé de conversion gaz/méthanol développé par Air Liquide.

Singapour

La cité-Etat plébiscitée par les multinationales pour y relocaliser leurs centres de trésorerie

Selon un récent sondage mené par la banque DBS auprès de 570 cadres d'entreprises à travers 15 pays, près de 40% d'entre eux considéreraient relocaliser leur trésorerie régionale en Asie, avec Singapour en tête, devançant Shanghai et Hong Kong. La cité-Etat se démarque par sa stabilité et son ouverture économique, qui en font un environnement d'autant plus propice aux affaires. La facilité d'accès aux marchés de capitaux, la solidité de son système financier et le vivier de talents disponibles localement sont autant de facteurs clés pour toute entreprise désireuse de s'implanter en Asie. DBS précise que 75% des cadres interrogés perçoivent une expansion de leurs opérations en Asie comme une priorité stratégique et 61% d'entre eux plebisciteraient spécifiquement la zone Asie-Pacifique.

Mise en service de l'extension de l'usine Pfizer (744,9 M USD)

Le géant américain a inauguré le 23 juillet dernier une toute nouvelle extension de son usine singapourienne, destinée à produire des principes actifs (API) pour divers médicaments (en oncologie, anti-douleurs et antibiotiques). Pfizer, qui a déboursé 1,0 Md SGD (744,9 M USD), devrait ainsi créer 250 emplois qualifiés d'ici 2026, dont 80% seront embauchés localement. Le site hautement automatisé fabriquera 11 types d'API. Singapour renforce ainsi son rôle de hub manufacturier dans l'industrie biopharmaceutique, en accord avec la vision nationale Manufacturing 2030. En 2022, Singapour avait produit pour près de 19 Mds SGD (14,1 Mds USD) de produits pharmaceutiques, triplant ainsi ses performances en deux décennies.

Keppel et Sembcorp-SLNG présélectionnés pour un projet de génération d'électricité à partir d'ammoniac liquide importé

L'Autorité du marché de l'énergie (EMA) et l'Autorité maritime et portuaire de Singapour (MPA) ont présélectionné les deux consortiums pour le développement d'un projet de génération de 55 à 65 Mw d'électricité à partir d'ammoniac liquide importé, à faible teneur en carbone ou sans carbone. Le projet, qui sera développé sur l'île de Jurong, permettra également le stockage et le ravitaillement de 100000 tonnes d'ammoniac par an, d'abord via des approvisionnements à terre, puis de navire à navire. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la Singapore's National Hydrogen Strategy, visant à atteindre zéro émission nette d'ici 2050.

Accord sur le commerce numérique: clôture des négociations avec l'UE

En complément de l'accord de libre-échange UE-Singapour de 2019, ce nouvel accord instaurera des règles strictes pour renforcer la confiance des consommateurs, et garantir la sécurité juridique des entreprises ; tout en éliminant les entraves au commerce numérique. En 2022, plus de la moitié des échanges de services entre l'UE et Singapour se faisaient par voie électronique, représentant 55% du volume total des échanges commerciaux entre les deux régions pour

une valeur de 43 Mds EUR (46,7 Mds USD). Les prochaines étapes incluent la signature et la conclusion formelles de l'accord. Premier du genre pour l'UE, cet accord reflète l'aspiration de celle-ci à jouer un rôle moteur à l'échelle mondiale en matière d'établissement de règles pour le commerce numérique et de flux transfrontières de données. Du côté de Singapour, il s'agit du cinquième accord dans le domaine du numérique, la cité-Etat ayant conclu un accord régional (DEPA), auquel participent le Chili, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud ; ainsi que des accords bilatéraux avec l'Australie, le Royaume-Uni et la Corée du Sud.

Vietnam

Lancement du programme d'action pour accélérer l'industrialisation et la modernisation d'ici 2030

Ce plan d'action, dont la vision s'étend jusqu'en 2045, projette une croissance annuelle du PIB de 7%, un revenu par habitant de 7500 USD et une réduction de la main-d'œuvre agricole à moins de 20%. Le Vietnam aspire à devenir une des trois principales puissances industrielles de l'ASEAN, l'industrie contribuant à plus de 40% du PIB. Le gouvernement prévoit de : promouvoir l'innovation, renforcer les infrastructures, moderniser l'agriculture, restructurer les services, réformer les politiques financières et protéger l'environnement. La préservation des valeurs culturelles vietnamiennes et la formation d'une main-d'œuvre qualifiée sont également des priorités.

Les entreprises immobilières font face à des échéances de dettes de près de 2,3 Mds USD au S2-2024

En juin et en juillet, plusieurs entreprises, principalement des entreprises immobilières, à savoir : Novaland, Gia Duc Real Estate Company, Vinh Xuan Real Estate Compagny and Ngoc Minh Real Estate Compagny, ont annoncé des retards de paiement du principal et des intérêts ou encore le report de certaines échéances. Au S2-2024, environ 5,5 Mds USD d'obligations d'entreprises, dont 2,3 Mds USD du secteur immobilier, arrivent à échéance, mettant les entreprises immobilières sous pression. Par ailleurs, bien que l'émission d'obligations immobilières ait augmenté en 2024 par rapport à fin 2023, leur part dans le total des émissions a chuté, passant de 55% au S1-2023 à 25% au S1-2024. Selon les experts, l'entrée en vigueur à partir du mois d'août 2024 des trois nouvelles lois qui concernent le secteur immobilier devrait améliorer l'accès au financement pour les projets du secteur.

Retrait par le ministère des Finances (MoF) de sa proposition de réduction des frais d'immatriculation sur les automobiles fabriquées ou assemblées au Vietnam

La proposition, soumise au Gouvernement en juin, visant une réduction de 50% des frais d'immatriculation durant la période du 1er août 2024 au 31 janvier 2025 était destinée à soutenir la demande et à promouvoir la consommation intérieure. Le retrait serait dû aux préoccupations, soulevées par le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce, de risque de litige en raison de la violation des engagements internationaux pris par le Vietnam en matière de commerce. La réduction de 50% de ces frais avait été appliquée sur une période de six mois en 2020, 2021 et 2023.

Thaïlande

Hausse notable des projets d'investissement au S1-2024 (+35% en valeur ; 12,7 Mds USD)

Au premier semestre 2024, selon le BoI (Board of Investment of Thailand), les projets d'investissements ont connu une augmentation significative, passant de 863 à 1412 dossiers sur un an (+ 64%). En valeur, ces investissements se sont accrus de 35,0% pour atteindre 458 Mds THB (12,7 Mds USD) contre 340 Mds THB (9,4 Mds USD) l'année dernière. Les projets se concentrent principalement dans des secteurs à haute valeur ajoutée, notamment les industries électrique et électronique qui totalisent 181 dossiers pour un total de 140 Mds THB (3,9 Mds USD), dont 31 projets dans le domaine des cartes de circuits imprimés et 8 projets dans le secteur de l'électronique intelligente (1,1 Md USD respectivement). Suivent le secteur automobile qui comptabilise 140 projets (1,1 Md USD), l'agroalimentaire (157 projets pour 868 M USD) et l'industrie du numérique (63 projets pour 434 M USD). Ces bons résultats témoignent en particulier de l'appétence des investisseurs étrangers dont les investissements constituent 63% du total des projets soumis (889) pour un montant de 326 Mds THB (9,0 Mds USD), soit une hausse de 16% sur un an. La Chine représente la principale source d'investissements, de manière directe ou indirecte, avec notamment de nombreux projets initiés par des entreprises chinoises basées à Singapour (environ 2,5 Mds USD dans les équipements électriques et électroniques) auxquels s'ajoutent les projets émanant de la Chine continentale (2,0 Mds USD) et de Hong-Kong (1,1 Md USD).

Maintien du plafonnement des prix de l'énergie

Le cabinet des ministres a approuvé la proposition du ministère de l'énergie de maintenir le plafonnement de la facture d'électricité à 4,18 THB (0,12 USD) par KW et du prix du diesel à 33 THB (0,91 USD) par litre pour la période de septembre à décembre 2024. Cette décision intervient alors que les principaux syndicats d'entreprise (en premier lieu, la « Federation of Thai Industries ») montrent des signes d'inquiétudes concernant la croissance récente des coûts opérationnels pour les sociétés industrielles, notamment les PME, qui aurait conduit à une hausse considérable de fermetures de sites sur les cinq premiers mois de l'année (600 usines contre 358 à la même période de l'année dernière, principalement des PME). La chambre des représentants a approuvé la proposition d'ajouter 3,4 Mds USD supplémentaires au budget fiscal 2024 afin de financer le projet de portefeuille numérique sans attendre le budget 2025, portant alors le budget total 2024 à 99,7 Mds USD. Les fonds prévus jusque-là pour le portefeuille provenaient pour 4,6 Mds USD du budget 2024 et pour 7,2 Mds USD du budget 2025. Le coût total du projet a été abaissé à 450 Mds de baths (12,5 Mds USD), devant couvrir au moins 90% des personnes éligibles. Pour mémoire, 50 millions de personnes sont concernées, correspondant aux thaïlandais de plus de 16 ans, disposant d'un revenu inférieur à 70 000 baths (1 933 USD) par mois et d'un dépôt bancaire de moins de 500 000 bahts (13 806 USD).

Philippines

Signature de 3 MoU et un MoC par Hydrogène de France (HDF)

HDF a signé un Memorandum of Understanding (MoU) avec trois provinces de Mindanao (Surigao del Norte, Agusan del Sur et South Cotabato), soutenu par la Mindanao Development Authority (MinDA), pour le développement de centrales Renewstable. En parallèle, un Memorandum of Coopération (MoC) a été signé avec le Department of Energy, la National Power Corporation et la MinDA, afin de lancer la phase de recherche et développement visant à intégrer de manière rentable et efficace l'hydrogène dans les besoins énergétiques des Philippines. Ces centrales sont conçues pour stocker l'excédent d'énergie généré par des sources renouvelables intermittentes - telles que le solaire et l'éolien - sous forme d'hydrogène vert via l'électrolyse de l'eau. Cette source d'énergie autonome, stable et continue est idéale pour les localités isolées. Pour rappel, HDF avait déjà signé un MoC en mai 2023 avec la province de Zamboanga Sibugay et les municipalités d'Olutanga, Talusan et Mabuhay, pour des projets similaires. Ces accords s'inscrivent dans le cadre d'un plan de développement d'une quinzaine de centrales HDF à travers le pays.

Les transactions numériques de détail supérieures à 50% en 2023

Selon le rapport 2023 de la Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP) sur la mesure des paiements électroniques, la proportion des transactions de détail effectuées numériquement est passée de 42,1% en 2022 à 52,8% en 2023, représentant 2,6 Mds de transactions mensuelles. La valeur totale de ces transactions numériques s'élevait à 110 Mds USD (6100 Mds PHP), soit 55,3% de la valeur totale des paiements, en hausse par rapport aux 40,1 % enregistrés en 2022. Les principaux moteurs de cette croissance ont été les paiements des commerçants, qui ont représenté 64,9% du volume des transactions numériques, les transferts de particulier à particulier pour 19,3%, et les paiements entre entreprises à 6,1%. Cette augmentation s'explique notamment par une adoption accrue des comptes de monnaie électronique tel que G-Cash, désormais largement utilisés pour les paiements courants.

Inauguration d'une nouvelle cimenterie d'une capacité de 2Mt/an à Cebu

Taiheiyo Cement Philippines (TCPI), une entreprise de cimenterie japonaise, a inauguré le 18 juillet une usine à San Fernando, Cebu, avec un investissement de 12,8 Mds PHP (219 M USD). L'usine, dotée d'une capacité de 3 Mt/an, permettra d'augmenter la production locale de ciment et de réduire la dépendance aux importations, lesquelles ont atteint 7 M/t de tonnes en 2023. Le développement de la production locale de ciment est en phase avec les initiatives gouvernementales de renforcement des infrastructures aux Philippines (Programme Build, Better, More). Parallèlement, TCPI a investi environ 140 M USD dans des projets connexes, comprenant la construction d'une jetée, d'un convoyeur marin, le développement du port de San Fernando, et un terminal de distribution à Batangas.

A noter également qu'en juin 2024, PHINMA a signé une joint-venture avec ANFLOCOR pour un projet de cimenterie à Davao del Norte, avec une capacité prévue de 2 Mt/an prévue pour 2026, renforçant ainsi davantage la capacité de production de ciment aux Philippines.

Cambodge

Siem Reap paré au décollage ?

Un premier semestre très satisfaisant pour l'industrie du tourisme au Cambodge, qui accueille 3,16 millions de touristes soit une hausse de 22,7% par rapport à la même période de l'année précédente. La plupart viennent de Thaïlande (955 250) suivis du Vietnam (639 549) et de Chine (389 360). Reste à espérer, malgré de meilleurs résultats pour cette année, que le pays puisse retrouver son niveau d'arrivées pré-pandémique (6,6 millions en 2019), à l'occasion de la prochaine saison haute (novembre à mars). Cela ne peut se faire sans le développement du transport aérien, en particulier à Siem Reap ; et de son nouvel aéroport international, largement décrié à ce jour (comme trop éloigné du centre-ville ou pour l'excès des tarifs des taxis). C'est ainsi qu'ont été entamées des discussions d'une possible ouverture de 6 nouvelles lignes aériennes vers l'aéroport international d'Angkor-Siem Reap (SIA) ; depuis la Chine (China Southern Airlines, Xiamen Airlines et Shandong Airlines), la Corée du Sud (T'way Airlines et Eastar Jet) et l'Inde (Indigo). Cependant, ces lignes ne seraient pas opérationnelles avant mars, soit à la saison basse, et octobre 2025.

La descente est rude

Depuis plus d'un an, c'est la descente pour les exportations de vélos. L'industrie, qui avait connu une forte expansion après la pandémie, peine depuis la guerre en Ukraine. Sans compter que l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre l'UE et le Vietnam avait privé le Cambodge de la possibilité d'importer des pièces de ce pays (elles ne pouvaient plus se « cumuler » avec la valeur ajoutée produite au Cambodge – c'est à nouveau possible). Les symptômes se sont manifestés en 2023, avec seulement 416,7 M USD de bicyclettes exportées vers ses clients habituels que sont les Etats-Unis, l'UE, la Chine et les pays de l'ASEAN ; soit une chute de plus de 50% comparé aux chiffres de 2022, qui s'élevaient à presque 900 M USD. Les premiers chiffres de 2024 ne sont pas plus encourageants : au premier semestre, seulement 205 M USD de cycles ont été exportés contre 336 M USD pour la même période de 2023 (- 38%). Pour autant, le Cambodge reste le premier exportateur de cycles non-électriques vers l'UE, représentant 30% des 5,2 millions des vélos importés. Mais, cette industrie apporte une très faible valeur ajoutée au Royaume. En effet, le pays sert principalement de site d'assemblage de bicyclettes avec des pièces qui viennent notamment du Vietnam.

Des contrôles fiscaux modernisés ?

Le Cambodge vient de mettre en place une nouvelle direction nationale du contrôle fiscal. Cette nouvelle direction sera directement rattachée à l'équipe fiscale spéciale des services du premier ministre ; pas à la direction générale des impôts, ni au ministère de l'économie et des finances. Kong Vibol, directeur général des impôts et ministre attaché au Premier ministre, a également annoncé une réforme des contrôles fiscaux, avec une standardisation des procédures. Les contrôles sur place ne pourront être effectués que tous les 3 ans, afin, officiellement, de ne pas effectuer plusieurs contrôles en même temps. Toutefois, les contrôles ne semblent toujours pas devoir être encadrés par des délais maximum, des conclusions écrites et des interprétations opposables ; pas plus que les redressements et leurs montants ne seront précisément justifiés. On n'évoque pas non plus que la bonne foi des entreprises serait présumée, sauf à prouver le contraire ; quant au droit à l'erreur, le concept n'existe pas encore. La mise en place de cette direction devrait permettre, à terme, de moderniser et professionnaliser les pratiques. On notera avec intérêt que le directeur général des impôts a présenté son nouvel outil comme un moyen de lutter plus efficacement contre l'évasion fiscale.

Laos

Espérer, entreprendre et persévérer

Début juillet, le gouverneur de la Banque du Laos (BOL) a été promu gouverneur de la province de Luang Prabang, dont la capitale est l'ancien siège de la royauté au Laos. Et c'est Mme Vattana Dalaloy, vice-gouverneure réputée pour sa compétence, qui a été promue à son poste. Sous son impulsion, la banque centrale coordonne de nombreux ministères pour mettre en œuvre les mesures destinées à accroître les recettes en devises. La BOL continuera donc d'agir contre les officines de change illégales et en faveur de l'intégration au système bancaire des recettes en devises liées au commerce extérieur. La tâche est rude alors que le kip continue de se déprécier, certes plus lentement, et que l'inflation, supérieure à 25 %, reste hors de contrôle ; la faiblesse de la monnaie la favorisant mécaniquement. Dans ce contexte, accroître les taux d'intérêt n'aura sans doute pas les effets escomptés. La situation économique globale et les incertitudes n'aident pas. Mais, tant que les investisseurs et tout simplement les agents économiques laotiens n'auront pas retrouvé la confiance dans le kip, la situation restera bien difficile. Or, le niveau d'endettement du pays ne le permet pas aujourd'hui, et les autorités peinent à traiter cette question de la dette.

Le salut par le numérique ?

Le ministère des technologies et communication vient de signer un accord avec une entreprise laotienne pour développer un système d'enregistrement et de délivrance en ligne des licences d'exploitation. Cet e-Filling permettra donc de faire ses demandes, et de régler les coûts en ligne. e-Filling sera interconnecté avec l'application du ministère des finances, TaxRIS, qui sert à la gestion de la collecte des impôts (notamment pour calculer et liquider la TVA, dont le taux a été porté à 10% avant l'été sur un certain nombre de biens et de services). Le ministère de l'industrie et du commerce ainsi que la banque centrale gèrent également une application en ligne, sorte de registre des commerces et des sociétés. Elle est

notamment destinée à permettre une meilleure connaissance du tissu économique, l'adoption de meilleures politiques publiques et la réduction de l'économie informelle. On peut encore citer le système de dédouanement en ligne LNSW+ (Lao National Single Windows). En tout état de cause, cette numérisation de l'administration produit des effets certains et bien visibles : plus grande efficacité, accélération des procédures administratives, moindre dépendance à des décisions humaines, recettes améliorées pour le budget... Reste à s'assurer que les données personnelles sont bien protégées. Une CNIL à la laotienne reste encore à créer.

Birmanie

Développement gazier

La société coréenne Posco International Corporation, opératrice du projet de gaz naturel SHWE à Rakhine, dans l'ouest du pays, a attribué un contrat de 523 M USD à l'entreprise d'ingénierie chinoise COOE (China Offshore Oil Engineering). Cette filiale de la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC), développera la phase IV du champ gazier de SHWE, dont 80 % du gaz est aujourd'hui exporté vers la Chine. Ce champ est détenu par l'opérateur Posco à 51%, ONGC Videsh (Inde) à 17%, la société publique birmane MOGE à 15%, ainsi que GAIL (Inde) et Korea Gas Corporation (KOGAS) à 8,5% respectivement. Les travaux de la phase IV incluent le « project design », l'achat d'équipements, la rénovation des plateformes de forage, et l'installation de canalisations et d'équipements sous-marins à une profondeur de 1 000 mètres. Ce projet devrait durer trois ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr